

Poutine va-t-il faire ouvrir la frontière arméno-turque?

Vladimir Poutine était en visite en Turquie pour assister à la réunion de haut niveau du Conseil russo-turque. On ne peut que deviner les sujets abordés, mais il est évident qu'il sera question de l'Arménie.

Poutine et Erdogan discuteront principalement de questions économiques, en particulier comment stimuler les exportations de la Turquie vers la Russie. Ankara n'a pas rejoint les sanctions de l'Occident contre la Russie mais les exportations alimentaires ont étrangement diminué de 15%.

Afin de stimuler le commerce, la Russie et la Turquie doivent avoir une liaison terrestre fiable en dehors du transport maritime, les plus politiquement pas chers passant à travers l'Arménie. La Russie a déjà reçu l'approbation de l'Abkhazie concernant l'ouverture de sa part du chemin de fer. La Géorgie par contre, n'a pas donné son aval. Cependant, même si le chemin de fer russo-arménien est réhabilité, cela ne servira à rien tant que la frontière arméno-turque est fermée.

Par conséquent, on peut supposer que Poutine abordera le sujet de la frontière arméno-turque. Comme "compensation" la Turquie pourrait rejoindre l'Union eurasienne ou au moins la zone de libre-échange. Toutefois, rien n'empêchera Ankara de rejoindre la zone eurasienne.

On peut deviner ce qu'Ankara exigera en retour. Personne à ce jour n'a annulé la condition préalable de la levée du blocus, à savoir la résolution du conflit du Karabakh. Rappelons-nous les propos du Premier ministre turc Ahmed Davutoghlu à Istanbul le 22 Novembre dernier, dans lesquels l'Arménie était écartée des projets caucasiens parce qu'elle continuait d'occuper les territoires azerbaïdjanais.

Au cours du forum eurasienne à Kazan où l'Azerbaïdjan était présent, la carte de l'Union eurasienne a été présentée dans laquelle l'Azerbaïdjan était au sein de l'Union mais sans le Karabakh, tout comme l'Arménie d'ailleurs. Évidemment, les perspectives eurasiennes de l'Azerbaïdjan sont proches.

La Turquie est membre de l'OTAN et à l'échelle mondiale, elle ne peut pas agir contre l'alliance en termes de sécurité. Cependant, comme elle n'est pas encore membre de l'UE, elle peut commencer une intégration politique et

économique avec la Russie, surtout qu'il y a eu une telle expérience dans le passé.

D'autre part, il est évident que la Russie avec son économie en déclin est frappée de tous les côtés, et la Turquie a peu de raisons de la sauver. Toutefois, elle doit sauver les accords historiques russo-turcs grâce auxquels la Turquie 'moderne' a réussi à conserver une partie des territoires de l'Empire ottoman, en particulier les territoires arméniens. L'annulation de ces accords ne favoriserait ni la Turquie ni la Russie. Elle bénéficierait surtout à l'Arménie, mais Erevan préfère ne pas en parler.



Naira Hayroumian